

La délicate mise en place du Service national universel

Paris, 30 avr. 2018 (AFP) -

Combien de temps? Où? Pourquoi faire? A quel prix ? Le service national universel, l'une des promesses de campagne emblématiques du candidat Macron, suscite des oppositions et s'avère plus délicat à mettre en place que prévu.

Durée précise de ce SNU, financement, encadrement, contenu: les arbitrages, qui émaneront de l'Élysée, n'ont pas encore été rendus et ont été repoussés de "quelques semaines", a confié une source gouvernementale à l'AFP.

Un groupe de travail, présidé par le général Daniel Ménaouine, ancien chef d'état-major de la Mission des Nations unies au Mali (Minusma), a mené une série d'auditions et doit remettre son rapport à la présidence de la République.

"Le groupe de travail sur le SNU a terminé sa réflexion, nous examinons ses préconisations et ne faisons à ce stade pas de commentaires", a confié dimanche une source élyséenne.

Une source proche du dossier, qui demande à rester anonyme, a précisé lundi à l'AFP que le groupe de travail planchait toujours sur le sujet en fin de semaine dernière et ne devrait remettre ses conclusions à Élysée qu'au plus tôt dans une dizaine de jours.

Il y des "divergences assez fortes dans l'appréciation des scénarios au sein du groupe de travail", qui a pas mal changé les paramètres du projet au cours des 15 derniers jours, dit la même source.

Pour respecter sa promesse, le chef de l'État tient au caractère universel de ce service, qui devrait concerner chaque année quelque 600.000 jeunes, mais quand les experts, les haut-fonctionnaires, les parlementaires et les officiers supérieurs intéressés ont saisi leurs calculatrices, ils se sont retrouvés face à une équation difficile à résoudre, sous une pression constante de l'Élysée.

- Rien n'est tranché -

Premier écueil: dans quels locaux accueillir un tel nombre de jeunes ? Suite au passage à l'armée de métier, décidé en 1996, l'armée française s'est séparée de nombreuses casernes et les locaux actuels ne sont pas en mesure de loger, même pendant quelques jours, un aussi grand nombre de jeunes Français.

Autre problème: combien cela va coûter, et qui paiera ? Les estimations vont de 2,5 à 3 milliards d'euros par an, et aucune institution concernée (Armées, Éducation nationale, Intérieur, Sports) n'entend voir son budget écorné.

Le 18 avril, une commission sénatoriale a demandé devant la presse que le budget des armées ne soit en rien affecté par le financement du SNU.

Lundi, une porte-parole des Républicains a dénoncé un dispositif "très cher", qui nécessiterait pour son encadrement "un déploiement humain important".

"Emmanuel Macron ne sait pas comment se dépêtrer d'une promesse de campagne qui (...) lui a permis assurément de gagner quelques points, et il se rend compte maintenant qu'on ne lance pas ça au hasard", a critiqué Laurence Sailliet, porte-parole de LR.

Autre question à régler: par qui faire encadrer ces 600.000 jeunes ? L'armée, sollicitée sur les fronts extérieurs et par l'opération Sentinelle, a fait savoir qu'elle ne pouvait détacher des centaines, voire des milliers, de soldats et d'officiers dans ce but.

Combien de temps durerait ce SNU ? Là encore, rien n'est tranché. Le président Macron s'est prononcé en février pour "trois à six mois", des journaux évoquent récemment, au conditionnel, plutôt une semaine, voire un mois.

Au cas où le SNU prendrait un caractère obligatoire, ce qui semble être la volonté initiale du candidat Macron, qui serait chargé de faire la chasse aux réfractaires ? Ils pourraient être assez nombreux, alors que la FAGE, premier syndicat étudiant dénonce "l'encasernement des jeunes pendant un mois pour un coût astronomique de plus de 3 milliards d'euros".

Parmi toutes ces incertitudes, une chose semble établie, estime la même source proche du dossier: le SNU se découpera en "trois temps distincts": "Un enseignement de défense renforcé en milieu scolaire" (collège/lycée), un "tronc commun" rassemblant des jeunes d'une même classe d'âge et un "engagement" de type service civique ou réserve militaire.



PAYS :France
SURFACE :99 %
PERIODICITE :Quotidien



► 30 avril 2018 - Edition Fil Gen

mm/vl/fz/mm

Afp le 30 avr. 18 à 16 16.